

**JUGEMENT**  
**N°17/18/CACC/TCC**  
**du 14 NOVEMBRE**  
**2018**

**REPUBLIQUE DU BENIN**  
**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET**  
**DU CONTENTIEUX**

**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2018/0595**

Société CUVÉE BJ  
SARL

C/

Françoise Nadine  
AGONGLO

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA et Éric ASSSOGBA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 07 Novembre 2018

Jugement par défaut, en matière commerciale et en dernier  
ressort, prononcé le 14 Novembre 2018.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE** :

**Société CUVÉE BJ SARL**, dont le siège est sis au lieudit  
Ayélawadjè 2 à Akpakpa dans la commune de Cotonou, prise en  
la personne de son gérant, Barthélémy DOSSOU, de nationalité  
béninoise, demeurant et domicilié au siège de ladite société ;

**OBJET** : *Païement*

**D'UNE PART**

**DEFENDERESSE** :

**Françoise Nadine AGONGLO**, commerçante, de nationalité  
béninoise, exerçant à l'enseigne des établissements FREFARYC  
LATERRE PROMISE, dont le siège social est sis à Abomey-Calavi  
lieudit Bidossessi, demeurant et domiciliée ès qualité au siège  
desdits Etablissements ;

**D'AUTRE PART**

**LE TRIBUNAL**

Pour obtenir le paiement de la somme en principal d'un million cent  
trente-neuf mille six cent (1.139.600) francs CFA, la société CUVÉE

BJ SARL a obtenu du Président du tribunal de commerce de Cotonou, l'ordonnance sur requête n° 098/2018 rendue le 06 juin 2018, l'autorisant à pratiquer saisie conservatoire sur les meubles corporels et incorporels appartenant à Françoise Nadine AGONGLO;

La société CUVÉE BJ a fait exécuter cette décision, suivant le procès-verbal de saisie conservatoire de biens meubles corporels dressé le 10 septembre 2018, pour obtenir paiement de la somme de neuf cent trente-neuf mille (939.000) francs CFA, solde de la créance en principal ;

Françoise Nadine AGONGLO reconnaît devoir le montant réclamé, sans offrir cependant de payer ;

Par exploit en date du 20 septembre 2018, la société CUVÉE BJ a attiré Françoise Nadine AGONGLO devant le tribunal de commerce de Cotonou en sollicitant sa condamnation au paiement de la somme de neuf cent trente-neuf mille (939.000) francs CFA en principal, outre les intérêts et frais de poursuite ;

Elle prie également le tribunal d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire avant enregistrement ;

Devant le tribunal, Françoise Nadine AGONGLO n'a pas comparu ; l'assignation a été signifiée à son employé qui a signé l'exploit ;

La présente décision est rendue en dernier ressort en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 10 juin 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin dispose que « *les tribunaux de commerce statuent en premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est inférieur à cinq millions (5.000.000.) de francs CFA en principal. Ils statuent en premier ressort lorsque l'intérêt du litige est supérieur à cinq millions (5.000.000) de francs CFA en principal ou est indéterminé, à charge d'appel devant la Cour d'appel de commerce* » ;

Elle sera par défaut à l'égard de la défenderesse en application de l'article 542 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes qui dispose que « *lorsque le*

*défendeur ne comparaît pas, le jugement est rendu par défaut si l'assignation n'a pas été délivrée à personne. Le jugement est réputé contradictoire lorsque la décision est susceptible d'appel ou lorsque l'assignation a été délivrée à la personne du défendeur » ;*

## **SUR LE PAIEMENT**

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu qu'il résulte des pièces du dossier, que Françoise Nadine AGONGLO reconnaît devoir à la société CUVÉE BJ la somme de neuf cent trente-neuf mille (939.000) francs CFA dont elle n'a pas respecté les échéances de paiement ;

Qu'il en résulte que la créance réclamée est certaine, liquide et exigible ;

Que dès lors, il convient de la condamner au paiement sollicité ;

## **SUR LA DEMANDE D'EXECUTION PROVISOIRE**

Attendu que l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 10 juin 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin dispose que « *les tribunaux de commerce statuent en premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est inférieur à cinq millions (5.000.000.) de francs CFA en principal. Ils statuent en premier ressort lorsque l'intérêt du litige est supérieur à cinq millions (5.000.000) de francs CFA en principal ou est indéterminé, à charge d'appel devant la Cour d'appel de commerce* » ;

Que l'article 38 de la loi n° 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes énonce que « *sous réserve des dispositions de l'article 36, le jugement n'est pas susceptible d'appel lorsqu'aucune des demandes incidentes n'est supérieure au taux du dernier ressort. Si l'une d'elles est supérieure à ce taux, le juge statue en premier ressort sur toutes les demandes. Il se prononce toutefois en*

*dernier ressort si la seule demande qui excède le taux du dernier ressort est une demande reconventionnelle en dommages et intérêts fondée exclusivement sur la demande initiale » ;*

Attendu qu'il ressort des dispositions susvisées, que les jugements du tribunal de commerce qui statuent dans la limite du montant de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en ce qu'ils ne sont pas susceptibles d'appel, sont immédiatement exécutoires ;

Attendu qu'en l'espèce, l'intérêt du litige ne dépasse pas cinq millions (5.000.000) de francs CFA de sorte que le présent jugement est rendu en dernier ressort ;

Que dès lors, la demande d'exécution provisoire sur minute est superfétatoire ;

Qu'il convient de la déclarer sans objet ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, par défaut, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Constate que Françoise Nadine AGONGLO est débitrice de la société CUVÉE BJ SARL de la somme de neuf cent trente-neuf mille (939.000) francs CFA en principal, outre les intérêts et frais de poursuite ;

La condamne au paiement de ladite somme ;

Dit que la présente décision rendue en dernier ressort, est exécutoire de plein droit ;

Déclare la demande d'exécution provisoire minute sans objet ;

Condamne Françoise Nadine AGONGLO aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**